

ARRETE

Article 1

Est créée, une parcelle de terre, à usage agricole, portant le n°23.221 du plan cadastral de la circonscription foncière de Maluku, ayant une superficie de 10 hectares 00 ares 00 ca 00% dont les limites, tenants et aboutissants sont représentés au croquis annexé au présent Arrêté à l'échelle de 1/10.000^e.

Article 2

La parcelle de terre ainsi créée est destinée à un usage agricole et mise sur le marché aux taux de l'Arrêté interministériel n°0100/CAB/MIN/AFF.FONC/2020 et n°CAB/MIN/FINANCES/2020/068 du 02 juin 2020 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Affaires foncières.

Article 3

Sans préjudice de l'article 157 points b et d de la Loi n°73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime de sûretés, telle que modifiée et complétée par la Loi n°80-008 du 18 juillet 1980, le contrat de concession ordinaire à signer avec la République Démocratique du Congo peut prévoir d'autres conditions de mise en valeur suivant la destination de la parcelle.

Article 4

Le Secrétaire général aux Affaires foncières, le Conservateur des titres immobiliers ainsi que le Chef de division du cadastre de la circonscription foncière de Maluku, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Ainsi fait à Kinshasa, aux jour, mois et an que dessus.

Aimé Sakombi Molendo

Ministère des Affaires Foncières

Arrêté ministériel n°0213/CAB.MIN.AFF.FONC /2021 du 04 décembre 2021 portant création des extensions de l'Ecole Nationale du Cadastre et des titres immobiliers dans les Provinces de Tanganyika, du Sud-Ubangi et de l'Equateur ainsi que la régularisation de celles du Haut-Katanga et du Kongo-Central en République Démocratique du Congo

Le Ministre des Affaires foncières,

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement en son article 93 ;

Vu la Loi n°73/021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés, telle que modifiée et complétée à ce jour par la Loi n°80-008 du 18 juillet 1980 ;

Vu l'Ordonnance n°21/006 du 14 février 2021 portant nomination d'un Premier Ministre ;

Vu l'Ordonnance n°21/012 du 12 avril 2021 portant nomination des Vice-premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-ministres ;

Vu l'Ordonnance n°20/016 du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°20/017 du 27 mars 2020 fixant les attributions des ministères en son Article 1^{er} ;

Vu le programme d'action du Gouvernement, spécialement en ce qui concerne les Affaires foncières ;

Considérant que les extensions des Ecoles Nationales du Cadastre et des Titres immobiliers de Lubumbashi dans le Haut-Katanga et Mbanza-Ngungu dans le Kongo-Central fonctionnent sans Arrêté de création et qu'il faille régulariser ;

Vu la nécessité et l'urgence ;

ARRETE

Article 1

Sont créées dans les provinces de Tanganyika (Kalemie), du Sud-Ubangi (Gemena), de l'Equateur (Mbandaka) des extensions de l'Ecole Nationale du Cadastre et des Titres Immobiliers, en sigle « ENACTI » ;

Article 2

Sont aussi régularisées les extensions de Lubumbashi (Haut-Katanga) et de Mbanza-Ngungu (Kongo-Central) qui fonctionnent sans Arrêté de création ;

Article 3

Les extensions de l'Ecole Nationale du Cadastre et des Titres immobiliers ci-dessus dispenseront les enseignements conformément aux ordonnances n°97 du 13 mai 1963 et n°80-109 du 21 avril 1980 relatives au diplôme de géomètre et à celui du Notaire en droit foncier et notariat au Congo et aux programmes des cours y relatifs ;

Article 4

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté.

Article 5

Le Secrétaire général aux Affaires foncières ainsi que le Directeur-Chef de service de l'Ecole Nationale du Cadastre et des Titres immobiliers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Aimé Sakombi Molendo

Ministère des Affaires Foncières

Arrêté ministériel n°0216/CAB/MIN/AFF.FONC/2021 du 06 décembre 2021 portant désignation des cadres de l'Ecole Nationale du Cadastre et des Titres immobiliers dans la Province de Tanganyika, du Sud-Ubangi et de l'Equateur

Le Ministre des Affaires Foncières,

Vu la Constitution spécialement en ses Articles 81, 92 et 93 ;

Vu la Loi n°81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'Etat, telle que modifiée et complétée par l'Ordonnance-loi n°82-011 du 19 mars 1982 relative à la carrière du personnel des services de l'Etat, spécialement en ses articles 4 et 6 ;

Vu la Loi n°10/010 du 27 avril 2010 relative aux marchés publics, spécialement en ses articles 13 et 83 ;

Vu l'Ordonnance n°21/012 du 12 avril 2021 portant nomination des Vice-premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, d'un Ministre délégué et des Vice-ministres ;

Vu l'Ordonnance n°20/016 du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°20/017 du 27 mars 2020 portant les attributions des ministères, spécialement en son Article 1^{er} ;

Vu l'Arrêté ministériel n°0208/CAB.MIN.FONC/2021 du 03 décembre 2021 portant création des extensions de l'école nationale du cadastre et des Titres immobiliers dans les Provinces de Tanganyika, du Sud-Ubangi et de l'Equateur ainsi que la régularisation de celles du Haut-Katanga et du Kongo-Central de la République Démocratique du Congo ;

Considérant l'urgence et la nécessité ;

ARRETE

Article 1

Sont désignées aux fonctions en regard des noms, matricules, grades et fonctions au sein de l'Ecole Nationale du Cadastre et des Titres immobiliers les personnes ci-après :

1. ENACTI/Tanganyika

N°	Noms	Matricule	Grades	Fonctions
1	Kyondwa Nsengo Didier	532.912	Chef de Div.	Coordonnateur
2	Banza Kachelwa Gaby	829.433	ATA2	Secrétaire administratif
3	Ngoy Mwembo Jean-Marc	829.481	ATA2	Secrétaire académique
4	Mowa Kafindo Marguerite	829.632	AGA2	Comptable

2. ENACTI/Gemena

N°	Noms	Matricule	Grades	Fonctions
1	Yanebeka Mandu	749.839	Chef de Div.	Coordonnateur
2	Nande Vunduawe	749.810	Chef de Div.	Secrétaire académique

3. ENACTI/Mbandaka

N°	Noms	Matricule	Grades	Fonctions
1	Ngweli Nsambi	129.476	Chef de Div.	Coordonnateur
2	Nsango Nsimba	881.251	AGA2	Secrétaire académique

Article 2

Le Secrétaire général aux Affaires Foncières ainsi que le Directeur-Chef de service de l'ENACTI sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Aimé Sakombi Molendo